



**Projet de marché
n°PM-B25-02966-LN**

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019,
représenté par Monsieur Philippe CHARLETY,
agissant en qualité de chef du Département Projets, Exploitation et Ingénierie du CEA
de Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,

dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le
numéro R.C.S _____,
représentée par _____, agissant en qualité de

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - ETENDUE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
5.1 - Restitution des éléments remis par le CEA	5
5.2 - Accès au Centre	5
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL	5
6.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale	5
6.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés	6
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	6
7.1 - Dispositions générales	6
7.2 - Confidentialité	6
7.3 - Obligation de conseil et d'information	6
7.4 - Garantie de maintien des compétences	6
7.5 - Sous-traitance	7
7.6 - Réunions	7
ARTICLE 8 - DROITS DE PROPRIETE	7
ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS	8
9.1 - Format des documents remis	8
9.2 - Propriété des Résultats	8
9.3 - Approbation des documents	8
ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 11 - ASSURANCES	9
ARTICLE 12 - DELAI	9
ARTICLE 13 - PRIX	9
13.1 - Montant tranche ferme	9
13.2 - Montant de la tranche optionnelle	9
13.3 - Montant maximum du marché	9
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 15 - PENALITES	10
15.1 - Retards dans la remise des livrables	10
15.2 - Livrables non conformes	10
15.3 - Non-respect d'une mise en demeure	10
15.4 - Non-respect des conditions de remplacement d'un membre de l'équipe	10
15.5 - Application des pénalités	10
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	11
16.1 - Tranche ferme	11
16.2 - Tranche optionnelle	11
ARTICLE 17 - FACTURATION - REGLEMENTS	11
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE	12
ARTICLE 19 - REGIME FISCAL	12
ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE	12

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, une **Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la réhabilitation ou construction d'un réservoir d'eau industrielle sur le site du CEA/GRENOBLE**, ci-après désignée par le terme « les Prestations ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante:

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé PAO-B25-02966-LN avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG-CEAGRE-DPEI-SPPEP-GPP-25-06-001341-V1, plans, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée _____ du _____.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes suivantes font partie intégrante du marché :

- Annexe n° 1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant »,
- Annexe n° 2 « DPGF et livrables »

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1- Correspondants du CEA

Correspondants techniques du CEA :

Mme Marie-Valentine AUXIETRE - Unité DPEI - Tél. : 06.65.84.26.64

E-mail : marie-valentine.auxietre@cea.fr

Mme Aude DUPUIS - Tél. : 07.88.22.57.65 E-mail : aude.dupuis@cea.fr

3.2 - Correspondants commerciaux du CEA

Ludovic NAPON- Service des Marchés et Achats Tél. : 06.61.03.93.23

E-mail : ludovic.napon@cea.fr

M. Steven YHUEL - Service Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.95.74

E-mail : steven.yhuel@cea.fr

Comptabilité fournisseur :
Email : S3C_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

Tél : 01 69 08 47 50

3.2- Correspondants du Titulaire

Correspondant technique du Titulaire : [A compléter par le Titulaire]

Correspondant commercial du Titulaire : [A compléter par le Titulaire]

Au cas où le correspondant du Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 4 - ETENDUE DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

1.1 -Prestations à la charge du Titulaire

Les Prestations confiées au Titulaire comprennent une tranche ferme et une tranche optionnelle détaillées ci-après.

La tranche optionnelle n°1 portant sur la réalisation d'un programme technique détaillé est éventuellement affirmée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard **18 mois après la remise de l'ensemble des livrables de la tranche ferme**.

La non-levée de la tranche optionnelle n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

1.1.1 - Tranche ferme

La tranche ferme comprend les missions suivantes :

- Phase 1 : Analyse des éléments existants et préconisations d'investigations complémentaires
- Phase 2A : Proposition de 3 scénarios de réhabilitation de l'ouvrage
- Phase 2B : Proposition de 2 scénarios de construction d'un nouvel ouvrage
- Phase 2C : Comparaison technico-économique des scénarios des phases 2A et 2B

Le titulaire s'engage sur les délais fixés dans le planning de son offre et à réaliser les missions de la tranche ferme **sous 8 mois maximum après la notification du marché soit 78 semaines**.

Ce délai ne tient pas compte :

- **Des délais de consultations pour les prestations auxiliaires et de réalisation de celles-ci**
- **Des délais de validation du CEA**

1.1.2 -Tranche optionnelle

Les missions de la tranche optionnelle 1 sont les suivantes :

- Tranche optionnelle 1 (TO1) : Programmes techniques détaillés

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de la tranche optionnelle **sous 2 mois maximum après affermissement de la tranche.**

La prise d'effet de la tranche optionnelle est la date de notification de son affermissement.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 - Restitution des éléments remis par le CEA

Les éléments (documents, prototypes et/ou tout autre bien) remis au Titulaire par le CEA dans le cadre du présent marché doivent être restitués au CEA sous la forme dans laquelle ils lui ont été remis (papier ou informatique) à l'échéance du présent marché ou, en cas de dénonciation du marché par l'une ou l'autre des parties, à la date de la prise d'effet de cette dénonciation. Ils restent la propriété du CEA. Ils sont exclusivement réservés à l'usage du présent marché. Ils ne peuvent être ni reproduits, ni utilisés à d'autres fins sans l'autorisation expresse préalable et écrite du CEA. La restitution de ces éléments est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

5.2 - Accès au Centre

Les conditions d'accès au Centre sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL

6.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

6.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

7.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

7.2 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

7.3 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.4 - Garantie de maintien des compétences

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations par les membres de l'équipe nommément désignée telles que prévues dans son offre. En cas de changement de membre dans l'équipe, le Titulaire doit :

- En informer sans délai le CEA et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au CEA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le CEA récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

7.5 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.6 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges. Ces réunions se feront à la demande du CEA.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des Prestations,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 72H suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

Chacun d'eux est remis au CEA sous la forme numérique et de deux tirages sur support papier.

ARTICLE 8 - DROITS DE PROPRIETE

Les droits de propriété intellectuelle et/ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Tous les Livrables (sur supports papier et informatiques) élaborés pour le compte du CEA par le Titulaire en exécution du présent marché (tableaux, synthèses, études, rapports, notes, plans, comptes rendus...) et d'une manière générale, les Résultats, sont la propriété exclusive du CEA à compter de leur élaboration.

A cet effet, le Titulaire cède à titre exclusif au CEA, l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et, le cas échéant de producteur de base de données, afférents à l'ensemble des Résultats et ce, au fur et à mesure de leur conception, pour tous pays et pour la durée légale des droits de propriété intellectuelle y afférents, dans les conditions précisées au chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire garantit au CEA qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier le CEA contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers en lien avec les Résultats dans les conditions précisées à l'article 12.5 du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents". La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

9.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme numérique et d'un tirage sur support papier.

9.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et/ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

9.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS

Les Prestations font l'objet d'une procédure de Réception qui se déroule conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et en respectant les modalités éventuellement précisées au cahier des charges

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des Livrables par le CEA (Réception des Prestations).

Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Toute réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion des Prestations faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - DELAI

Tranche ferme : Le Titulaire s'engage à exécuter les Prestations dans un délai de [] semaines ([] semaines maximum) à compter de la réunion d'enclenchement des Prestations.

TO1 : Le Titulaire s'engage à exécuter les Prestations dans un délai de [] semaines ([] semaines maximum) à compter de la réunion d'enclenchement des Prestations.

ARTICLE 13 - PRIX

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

13.1 - Montant tranche ferme

Le montant de la tranche ferme est fixé à la somme ferme et forfaitaire de [] € HT ([] euros hors taxes).

13.2 - Montant de la tranche optionnelle

Tranche optionnelle n°1

La tranche optionnelle n°1 comporte plusieurs montants en fonction du montant estimé des travaux du scénario retenu à l'issue de la tranche ferme. Ces montants sont détaillés en annexe 2 « DPGF et livrables ».

Le CEA indiquera au moment de l'affermissement de la tranche optionnelle 1 le montant de la tranche applicable en fonction du montant des travaux choisis.

Le montant maximal de la tranche optionnelle n°1 est de [] € HT ([] euros hors taxes).

13.3 - Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché (TF + TO1) dans l'hypothèse de l'affermissement de la tranche optionnelle est de [] € HT ([] euros hors taxes).

Les montants fixés comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025 (mois de remise des offres)

Tranche optionnelle :

Les prix seront révisés à la date anniversaire du contrat selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 [0,20 + (0,80 \times \text{ING} / \text{ING}_0)]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour le mois de facturation suivant la date anniversaire du contrat
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
ING ₀	Indice du coût de l'ingénierie pour le mois de la remise de l'offre
ING	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 15 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

15.1 - Retards dans la remise des livrables

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des livrables prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 100 € HT par jour calendaire de retard et par livrable.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Prix » ci-dessus.

15.2 - Livrables non conformes

En cas de livrables ne correspondant pas aux exigences de contenu et de qualité fixées, et suite à des demandes de correction/ajustements n'ayant pas permis d'atteindre satisfaction, le titulaire encours une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour calendaire de retard et par livrable.

15.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'article ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

15.4 - Non-respect des conditions de remplacement d'un membre de l'équipe

En cas de non-respect des conditions de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée telles que décrites à l'article 8.4 du présent marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€ HT.

15.5 - Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du présent marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

Le marché est rémunéré selon l'avancement des phases et conformément aux termes de paiement suivants :

16.1 - Tranche ferme

Pour la phase 1 :

- 100% du montant HT de la phase 1 et toutes les taxes afférentes sur situation mensuelle à la hauteur de l'avancement de la validation des livrables associés

Pour la phase 2A :

- 100% du montant HT de la phase 2A et toutes les taxes afférentes, à la validation du livrable relatif à la proposition de 3 scénarios de réhabilitation de l'ouvrage

Pour la phase 2B :

- 100% du montant HT de la phase 2B et toutes les taxes afférentes, à la validation du livrable relatif à la proposition de 2 scénarios de construction d'un nouvel ouvrage

Pour la phase 2C :

- 100% du montant HT de la phase 2C et toutes les taxes afférentes, à la validation du livrable relatif à la comparaison technico-économique des scénarios des phases 2A et 2B

16.2 - Tranche optionnelle

Tranche optionnelle 1 :

- 100% du montant HT de la tranche 1 et toutes les taxes afférentes, à la validation du livrable relatif aux programmes techniques détaillés

ARTICLE 17 - FACTURATION - REGLEMENTS

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres

L'envoi des factures par voie postale est strictement réservé aux entreprises bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 2014 précitée.

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en 1 exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
Tél. : 01 69 08 47 50

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble

ARTICLE 19 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé afin que le CEA procède à sa notification.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,